

HOUSE OF COMMONS

Wednesday, May 4, 1870

The Speaker took the chair at three o'clock.

COAL DUTIES

Mr. Beaty (Toronto) presented a petition against a duty on coal from the City Council, Toronto, (hear and laughter), as being unjust and oppressive.

NORTH-WEST CORRESPONDENCE

Mr. Mackenzie said with permission of the House he would make a motion. Two days ago he had asked that before the discussion on the Bill for the organization of the Government of the North-West Territory should be brought down, the House should be put in possession of correspondence and documents connected with the difficulty, especially that correspondence which had been had with the Imperial Government, and he desired to make a motion with that view at the present time. He hoped the Government and the House would not object to the motion, as it was of the very utmost importance that in a matter of such grave consequence to the country they should proceed with the utmost possible deliberation and caution, so that nothing which they might do or say, or any Act they might pass, should have the effect of conflicting in any way with the Imperial authorities, under whom they were supposed to govern that Continent. And in the organization of the Provinces out of that North-West Territory, of which they expected to have a number, it was especially desirable that before the first step should be taken, all negotiations and communications should be laid before the House. He could not divest himself of the impression that the Government had failed in their duty in not laying that correspondence before the House at an earlier period, including all documents which were manifestly necessary for the consideration of the subject. He had not made his motion for the purpose of opening up any discussion, but for the sole object he had mentioned. He then moved that copies of all correspondence with the Imperial Government relative to Red River Territory, by telegraph or otherwise, since the prorogation of Parliament in 1869, or with any other parties in Canada or the Territory, may be laid before the House.

Hon. Sir John A. Macdonald did not object to the motion. Most, if not all the correspond-

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 4 mai 1870

L'Orateur ouvre la séance à trois heures.

TAXES SUR LE CHARBON

M. Beaty (Toronto) présente une pétition contre une taxe sur le charbon du conseil municipal de Toronto (Bravo! et rires), et dit qu'il trouve cette taxe injuste et abusive.

CORRESPONDANCE AVEC LE NORD-OUEST

M. Mackenzie dit qu'il demande à la Chambre la permission de présenter une motion. Il y a deux jours, il a demandé qu'avant de procéder à l'examen du projet de loi sur l'organisation du Gouvernement du Territoire du Nord-Ouest, la Chambre ait accès à la correspondance et aux documents relatifs à ces problèmes, en particulier à la correspondance échangée avec le Gouvernement impérial, et il désire maintenant proposer une motion à cet effet. Il espère que le Gouvernement et la Chambre ne s'opposeront pas à cette motion, car il est de la plus extrême importance que dans une question d'une telle gravité pour le pays, on n'agisse qu'avec la prudence et le sérieux les plus extrêmes, afin qu'aucun de leurs actes ou propos, ni qu'aucune des lois qu'ils pourraient éventuellement voter, ne risque d'interférer de quelque façon que ce soit avec la volonté impériale au nom de laquelle ils sont censés gouverner ce continent. Dans l'organisation des provinces que l'on espère créer dans ce Territoire du Nord-Ouest, il est particulièrement souhaitable qu'avant de prendre quelque mesure que ce soit, toutes les négociations et tous les échanges de correspondance soient révélés à la Chambre. Il ne peut pas chasser l'impression que le Gouvernement a failli à sa tâche en ne communiquant pas auparavant cette correspondance à la Chambre, y compris tous les documents manifestement nécessaires à l'examen de la question. Il ne présente absolument pas cette motion à des fins polémiques, mais uniquement dans le but qu'il a exposé. Il propose alors que des copies de toute la correspondance échangée avec le Gouvernement impérial concernant le territoire de la Rivière Rouge, par télégraphe ou tout autre moyen, depuis la prorogation du Parlement en 1869, ou avec tout autre correspondant au Canada ou dans le Territoire, soient communiquées à la Chambre.

L'honorable sir John A. Macdonald ne s'oppose pas à la motion; la plupart des lettres,